
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.

N^o. CCXXVIII.

Du Lundi 2 mars 1790.

Au milieu des grands intérêts qui agitent le royaume, le commerce ne doit pas sans doute oublier les siens ; l'existence d'un grand nombre d'hommes, la richesse de quelques villes, & la prospérité de plusieurs provinces, en dépendent ; aussi des citoyens d'une de nos plus grandes villes maritimes sont venus demander à l'assemblée nationale de sanctionner un genre de commerce que la commotion générale paroît avoir affecté. Etoit-il politique de réclamer un décret inutile quand le législateur gardoit un silence prudent ?... Ce qu'il y a de certain, c'est que les députés extraordinaires du commerce de Bordeaux, de la garde nationale & de ses propriétaires de biens dans les colonies, ont présenté leurs adresses aux représentans de la nation, pour faire maintenir la traite des noirs...

Lorsque Gélon fit un traité de paix avec les Carthaginois, il exigea l'abolition de la coutume barbare d'immoler des victimes humaines ; il stipuloit alors pour le genre humain.... Mais les stipulations de MM. les députés extraordinaires paroissent bien différentes....

« Quels motifs dirigent les amis des noirs ? s'écrient-ils ; est-ce l'humanité ? ils en affectent le langage.

Tomé VII.

S

« L'humanité ne consiste pas à faire des malheureux , mais à les secourir , elle ne ferme pas l'oreille aux cris de ceux qui l'entourent , & qui sont plongés dans la misère & le désespoir , pour aller à deux mille lieues proposer des secours à ceux qui ne les ont pas demandés.

« Que les amis des noirs considèrent autour d'eux l'ouvrier sans occupation , les infortunés qui peuplent les campagnes & qui sont dénués de travaux & de ressources ; qu'ils considèrent dans les hôpitaux le tableau déchirant des maux que l'homme est condamné à souffrir ; & si leurs âmes sont vraiment compatissantes , pourroient-elles se refuser au sentiment de la patrie ?

« Qu'ils envisagent la position du nègre dans les colonies ; qu'ils la compare avec le sort de tant d'ouvriers , & de cultivateurs que la condition sociale a condamnés aux travaux ; qu'ils regardent la misère qui les accable dans les maladies , dans la vieillesse ; & si ils sont vraiment humains , ils s'empresseront de secourir ceux dont les maux leurs seront présents & connus.

« L'humanité bien éclairée leur eût appris qu'avant que *Las-Casas* eût imaginé le commerce de la traite , la destinée des vaincus en Afrique étoit d'être brûlés ou dévorés par les vainqueurs ;

« Que la liberté dont les noirs sont privés dans nos colonies n'a jamais été connue de la plupart , & que cette privation ne pourroit être douloureuse qu'autant qu'elle supposeroit une jouissance préalable : l'aveugle de naissance desire de voir la lumière , mais ne souffre pas de sa privation ».

Elle leur eût appris que les colonies sont peuplées de plus de trente mille nègres , ou gens de couleur libres ; & que si le gouvernement n'eût opposé un frein sage à la générosité , quelquefois aveugle des propriétaires , le nombre des libres seroit infiniment plus considérable.

Elle leur a appris que ces propriétaires ont un double motif de veiller à la conservation des noirs, l'intérêt & l'humanité.

Pourquoi voudroit-on les priver de cette vertu, eux qui l'exercent si souvent par les secours que leur propre intérêt les porte à prodiguer à leurs esclaves, dans leur enfance, leurs maladies, leur vieillesse, & les vertus comme les talens se perfectionnent par l'exercice?

Est-ce la religion qui guidé les amis des noirs?

Mais la vraie religion inspire l'amour de ses semblables; elle ne cherche pas à faire égorger cent mille français, à détruire un royaume en tarissant toutes les sources de ses richesses.

Toujours une, toujours égale dans sa marche, elle respecte les propriétés, les loix, la nécessité qui les a dictées; elle est ennemie du désordre; elle desire la paix, elle console & plaint les malheureux, mais ne cherche pas à en augmenter le nombre. Les amis des noirs se reconnoîtront-ils à ces traits?

Est-ce politique?

Mais la politique consiste à travailler à la prospérité de sa patrie, au bonheur général des citoyens; elle consiste à donner du nerf au commerce, de la vie aux manufactures, de l'activité à l'industrie; elle consiste à occuper utilement cinq millions d'hommes, qui, sans les colonies, seroient à charge à l'état, & iroient chercher ailleurs des travaux & des salaires.

Le système des amis des noirs produiront des effets diamétralement opposés. Les calamités qui affligent déjà tout le royaume doivent vous faire juger, Nosseigneurs, de la désolation qui y régneroit, si les craintes se changeoient en certitude, & si les amis des noirs pouvoient obtenir le succès dont ils se flattent.

Quelles sont donc les vnes ? quel est le principe secret qui les dirige ? C'est à vous , Nosseigneurs , à l'apprécier dans votre sagesse , & à distinguer dans cette société ceux que la mauvaise foi , que le desir de tout renverser fait agir ; ceux qu'une philosophie erronée a séduits ; ceux enfin dont on a abusé l'ignorance , & qui croient ne voir que le bien , dans un système , qui opéreroit , s'il étoit accueilli , la subversion totale de la France

Il est instant , Nosseigneurs , que vous mettiez un terme aux projets funestes de cette société , & que vous préféreriez un royaume qui vous doit la régénération , des maux dont on l'environne , & qui sont prêts à l'accabler.

» Jusqu'à présent , Nosseigneurs , c'est comme Français seulement que nous avons sollicité votre justice ; mais comme propriétaires de biens aux colonies , n'avons-nous pas des droits pour la réclamer ? Considérez , Nosseigneurs , les dangers qui menacent nos propriétés , la vie de nos compatriotes , l'honneur de nos femmes ; considérez les maux qui peuvent résulter à chaque instant de votre silence , que les amis des noirs regardent comme le commencement de leur triomphe , la misère où nous sommes réduit en France , par le défaut total de crédit ; considérez le tort immense que porteroit aux colons la cessation de la traite , & conséquemment la perte future & imminente de tous les moyens de culture ; considérez enfin leur désespoir , si leurs propres frères , séduits par des systèmes absurdes , vouloient les dépouiller de leurs biens , les sacrifier , les livrer à des bourreaux , & vous sentirez , Nosseigneurs , qu'il est très-instant que votre sagesse prévienne tant de maux & proscrive un système , dont la naissance seule a occasionné déjà les plus grands désordres dans les deux mondes.

En conséquence , nous sollicitons de votre justice ,

Nonseigneurs, un décret qui rassure les colons sur leurs propriétés & sur leur vie, la France sur ses alarmes, & qui autorise & maintienne la traite des noirs ».

Que doivent faire dans de pareilles circonstances les représentans d'une nation qui crée la liberté, & qui tire des colonies de grands moyens de subsistance ? Doivent-ils prononcer une loi barbare contre l'espèce humaine ? Doivent-ils s'occuper de l'affranchissement subit des noirs ; l'un de ces partis feroit un attentat, & l'autre une imprudence. Rassurer le commerce & ne pas insulter à l'humanité, combiner les intérêts mercantiles avec les intérêts sociaux, unir les vues politiques aux précautions législatives, préparer à la liberté les hommes qui doivent l'obtenir & ceux qui peuvent la donner, voilà sans doute le parti que prendra le législateur su-rême. C'est dans cet esprit de modération & de prudence que M. le président a répondu aux députés du commerce, des propriétaires-planteurs & des gardes nationales de Bordeaux :

« L'assemblée nationale reconnoit les rapports multipliés du commerce avec la prospérité du royaume ; elle fait sur-tout ce que la France doit à ses travaux, & elle acquittera à son égard la reconnaissance de la nation, en lui accordant la protection la plus étendue ; les alarmes que vous avez cru devoir déposer dans son sein, ne peuvent, dans aucun temps, être étrangères à sa sollicitude ; l'assemblée nationale les pèsera dans sa sagesse & dans sa justice, & elle s'occupera d'accorder les grands intérêts que vous venez d'exposer avec des principes de la nouvelle constitution, elle vous invite d'assister à la séance ».

Parmi les préjugés que le fanatisme & l'intolérance avoient naturalisé, en quelque sorte, parmi nous celui qui frappoit les juifs d'une sorte d'interdiction civile, sembloit être plus difficile à détruire, parce qu'il sembloit avoir, dans son injustice même, quelque chose de respectable

& de sacré. Qu'a fait le législateur français . . . ? Il a préparé par l'opinion la ruine de ce préjugé barbare ; il a d'abord ajourné la question ; il l'a ensuite décidée pour une partie des juifs qui étoient en possession des droits de citoyen dans certaines villes ; il ne restoit plus qu'à rendre cette loi générale , au moment où l'opinion préparée par le législateur , viendrait , à son tour , aider le législateur lui-même.

La commune de Paris a saisi ce moment favorable pour demander en faveur des autres Juifs , ce que les premiers avoient obtenu.

Si quelque chose pouvoit influer sur le succès de l'intervention de la commune , c'étoit de voir un ministre de la religion catholique , plaidant éloquemment la cause des juifs devant l'assemblée nationale ; leur défenseur étoit M. l'abbé Mulot , le même qui avoit dit aux juifs quelques jours auparavant , étant à la tête de la commune , lorsque M. Godard employoit ses talens & son éloquence en leur faveur : « La distance de vos opinions religieuses aux vérités que nous professons tous comme chrétiens , ne peut nous empêcher , comme hommes , de nous rapprocher de vous ; & si mutuellement nous nous croyons dans l'erreur , si mutuellement nous croyons devoir nous plaindre , nous pouvons nous aimer. »

L'orateur a demandé qu'on donnât à tous les juifs du royaume des droits qu'ont obtenu ceux de Bordeaux.

La réponse du président annonce d'avance le succès qui doit donner quelques consolations à ce peuple malheureux , & ce succès ne sera que la conséquence des principes & des décrets de l'assemblée. Le juif d'Alsace ou de Lorraine ne doit pas être plus malheureux que celui qui habite dans les provinces méridionales ; & la justice éternelle des nations ne doit pas ressembler à la volonté arbitraire des tyrans.

Tout sembloit concourir à rendre la défense de la cause des juifs plus solennelle , puisque la première des cités de l'empire réclamoit pour eux , qu'un prêtre respectable parloit en leur faveur , & qu'un prélat célèbre présidoit l'assemblée législative.

Voici sa réponse , qui ne fait sans doute que devancer le décret :

« L'assemblée nationale s'est fait un devoir sacré de rendre à tous les hommes leurs droits ; elle a décrété les conditions nécessaires pour être citoyen actif. C'est dans cet esprit, c'est en les rapprochant de ces conditions, qu'elle examinera dans sa justice les raisons que vous exposez en faveur des juifs , d'une manière si touchante. L'assemblée nationale vous invite à sa séance.

Elle paroït consacrée à recevoir des députations relatives aux grands intérêts de l'humanité, la traite des noirs , & l'état civil des Juifs. Une société célèbre dont l'institution récente rappelle des noms chers aux amis de l'humanité & des loix , & dont le but est d'établir une correspondance avec les médecins nationaux ou étrangers sur tout ce qui peut accélérer les progrès de leur art, est venu offrir la collection complète de ses mémoires ; la société royale de médecine n'avoit pas besoin de citer les noms de ses fondateurs , (*MM. Turget & Malksheibes*) pour intéresser les représentans de la France à ses progrès. L'observation de la nature sur ce qui tient à la conservation des hommes , & principalement sur les maladies épidémiques , est un des objets qu'une nation éclairée doit encourager de toute son influence , sur-tout lorsqu'une nouvelle forme d'administration peut donner ses plus grands secours.

« L'ouvrage que nous avons entrepris sur la topographie médicale de la France , & qui est déjà très-avancé,

sera également distribué par départemens, par districts & cantons; & notre correspondance avec les provinces se fera sous la même forme. »

« Comme membres de la société royale de médecine, nous vous offrons un zèle sans bornes; comme citoyens, nous vous apportons le tribut de notre admiration, de nos respects les plus profonds, & de notre soumission la plus entière à la constitution qui est votre ouvrage. »

M. le président a exprimé dans sa réponse la satisfaction de l'assemblée pour le zèle de cette société en faveur de l'humanité, & ses députés ont été invités à la séance.

Les gardes nationaux & autres citoyens du district de S. Jacques-l'Hôpital, ont fait don à la patrie d'une somme de 3470 livres. Le sieur de la Poisse, ingénieur national, & capitaine dans le bataillon de ce district, a fait un don particulier de 1200 livres.

Les citoyens du même district de S. Jacques-l'Hôpital, ont présenté un projet de monument en l'honneur de Louis XVI. Ils ont voulu consacrer cette journée mémorable, où le monarque est venu s'unir aux représentans de la nation de la manière la plus franche & la plus intime.

« La tradition s'affoiblit, disoit leur orateur; l'histoire est souvent souillée par la plume de l'historien, la reconnaissance diminue à mesure qu'on s'éloigne du bienfaiteur & du bienfait. Consacrions-là par un moment impérissable, qui transmette fidèlement à toutes les générations les vertus de Louis XVI. Combien je regrette de ne pas voir, avec un respect religieux, l'image de ces rois bienfaisans, qui ont honoré & l'humanité & le rang qu'ils occupoient, des *Louis le juste*, *Louis le sage*, *Louis, père du peuple*. C'est au milieu des places publiques qu'on doit lire les annales d'un grand empire; c'est-là que

le philosophe & l'historien doivent trouver la vérité simple & sans ornemens.

« Français, si vous êtes libres, imitez les peuples anciens, qui savoient être libres aussi. Que vos monumens soient élevés par l'amour à la véritable vertu ; mais que l'encens que la reconnaissance vous fera brûler sur les autels que vous lui dresserez, soit pur comme elle ; songez qu'on ne flatte que les tyrans, que les despotes, & qu'il suffit de graver l'image des Titus, des Trajans, des Antonins, des Louis XVI, pour exciter dans toutes les âmes une douce & tendre émotion.

» Glorifiez-vous de posséder un roi tel qu'il n'en régna jamais sur aucune des nations modernes, & peignez-le à la postérité tel qu'il est, vous aurez assez fait pour sa gloire. »

L'orateur a proposé d'élever, dans une place publique, une pyramide en marbre, à laquelle sera attaché, par une guirlande de chêne, ce médaillon de Louis XVI, avec cette légende :

Monument élevé par l'amour du peuple au premier citoyen.

L'histoire, placée sur le piédestal, tiendra dans sa main un livre, sur des côtés duquel sera écrit :

Louis XVI, proclamé restaurateur de la liberté française, 1789.

Sur l'autre côté :

Constitution acceptée par le roi.

Sur l'une des faces du piédestal, sera posé une table de cuivre doré, sur laquelle sera gravé le discours du roi à l'assemblée nationale.

Sur l'autre face sera posée une table pareille, sur laquelle seront gravés les droits de l'homme & du citoyen. (1)

(1) On devroit, à l'exemple des Romains, placer dans la place publique de chaque ville de département, une table de cuivre doré, sur laquelle seroient gravés les droits de l'homme & du citoyen. . .

Au-dessus sera gravé sur la pyramide :

Assemblée nationale, 1789.

Deux bas-reliefs placés sur les faces latérales, représenteront la démolition de la bastille & le serment civique prêté par le peuple sur l'autel de la patrie.

» Point de grille ni de balustrade autour de ce grand & majestueux monument, s'écrioit l'orateur ; il faut que les enfans puissent tous les jours lire le discours de Louis, & s'instruire également de leurs droits Il n'y a que le trône & le tombeau des tyrans dont on doit défendre l'approche aux peuples. »

» Ce monument pourroit être élevé dans la place Dauphine, devant la statue d'Henri IV, celui de nos rois que nous voyons toujours avec attendrissement être au milieu de son peuple, celui qui devoit servir de modèle à tous les rois, si nous n'avions Louis XVI.

» Mais faisons disparaître les esclaves qui doivent détruire le sentiment précieux qui nous anime, quand nous portons nos yeux sur cette image toujours chère. Ne souffrons pas plus long-temps que les figures nues & enchaînées aux pieds d'un des pères du peuple, abusent les races futures sur son vrai caractère ; elles déshonorent un pareil monument : (1) elles y ont été placées sous l'empire du despotisme ; que la liberté & la raison les en arrache.

Réunissez-vous tous, mes concitoyens, pour que le vœu que je forme soit rempli ; que ce soit le premier

M. Pira, membre de la commune, a proposé, dans une de ses assemblées, que l'on fit graver le discours du roi, & l'assemblée a arrêté qu'il seroit placé, sous son buste, dans une des salles de l'hôtel-de-ville.

(1) Que faut-il dire de celui de la place des Victoires, dédié à un roi dont la moitié du règne résufa si cruellement l'autre moitié.

trophée élevé par le peuple ; qu'il soit bâti par les mains de la reconnaissance & de la fidélité envers le meilleur des rois.

Ce discours a été interrompu plusieurs fois par des applaudissemens très-vifs, & l'orateur a recueilli les fruits de son patriotisme & de son amour pour les arts (1).

Séance de Samsdi soir.

Cette séance a commencé par la lecture de plusieurs adresses & d'un grand nombre de dons patriotiques, parmi lesquels on a distingué ceux des jennes élèves du collège de Sainte-Barbe, d'un citoyen de Rennes, d'un artiste & de MM. de l'Oratoire, professeurs de l'école militaire de Jullii.

Un membre du comité des domaines a fait un rapport sur les difficultés qu'éprouvent les adjudicataires des bois en Lorraine, de la part de quelques communes de cette province. Il a proposé de rendre le décret suivant, qui a été adopté avec quelques amendemens de MM. d'Ailli & Goupille de Préfeld, qui y sont inférés, sauf rédaction

» L'assemblée nationale instruite que quelques adjudications de bois, situés dans la Lorraine allemande, éprouvent des difficultés pour l'exportation de ce bois à l'étranger, quoiqu'ils aient contracté sur la foi de la liberté qui existoit à cet égard, & que la faculté leur en ait été assurée par leurs adjudicataires, a décrété & décrète :

» Que jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la liberté, ou la défense de l'exportation, d'après les demandes & renseignemens des assemblées administratives de la province, la liberté de l'exportation doit continuer d'avoir lieu dans la Lorraine allemande ; renvoie en conséquence au pouvoir exécutif pour procurer l'extinction des adjudications subsistantes.

(1) C'est M. Sergent de l'académie d'architecture, qui a prononcé le discours & gravé le monument.

Avant de passer à l'ordre du jour, M. Alexandre de Lameth a demandé la parole; il a dit que les circonstances présentes étoient de nature à engager l'assemblée à ne pas discontinuer un seul instant ses travaux, que le rapport militaire réclamoit sur-tout son attention. Il supplioit l'assemblée de ne pas tarder plus long-temps à améliorer le sort des individus composant l'armée; qu'en conséquence il demandoit une séance pour le lendemain. M. l'abbé Mauri s'est opposé à cette proposition, & a fait des efforts pour l'écarter; M. de Lameth a repris ainsi: « A l'opposition qu'éprouve l'invitation que j'ai faite de s'assembler demain, il n'est que trop évident qu'il existe un système formé pour ralentir les opérations de l'assemblée nationale. Alors un grand tumulte s'est élevé, & plusieurs députés demandoient que M. de Lameth fût mis à l'ordre; mais il a continué, en disant: « Ne pouvant attaquer les décrets de l'assemblée, l'on voudroit l'empêcher d'en rendre, mais ses obstacles ne feront qu'exciter notre activité; en vain on aura cherché à répondre avec malignité, dans l'armée, les expressions d'un de nos collègues, qu'il s'est empressé de désavouer sur-le-champ; en vain l'on cherchera à l'éloigner des représentans de la nation; sa confiance nous est acquise, mais prouvons les droits que nous y avons en nous occupant de son sort; le dimanche est le jour du repos; mais il n'est pas de repos pour les amis de la liberté & de la constitution, quand les bases du bonheur public ne sont pas encore solidement établies; je conclus à ce qu'il y ait séance demain.

Cet avis a été adopté.

M. de Castellane a fait une nouvelle lecture du projet de décret que le comité des lettres de cachet avoit proposé il y a quelques jours; il est temps que la nation jette enfin un regard sur les malheureuses victimes des passions & du despotisme.

La discussion du projet de décret a été faite par MM. l'abbé Mauri, Fréteau & Moreau de Saint-Méry. On a proposé quelques amendemens, dont nous rendrons compte lorsque la discussion sera reprise. Elle a été ajournée à la séance de demain au soir.

Séance d'hier.

M. l'évêque d'Autun, après avoir annoncé le résultat du scrutin qui avoit produit 357 voix en faveur de M. l'abbé de Montesquiou, & 317 seulement pour M. de Ménou, a cédé sa place au premier.

Le recensement du scrutin a donné pour nouveaux secrétaires M. de Croy, M. Guillaume & M. Merlin. Les suppléans sont MM. de Bonnai, Turpin & la Poule.

La séance étoit destinée à la discussion du rapport militaire; elle a été reprise par M. le prince de Broglie, qui, après avoir établi quelques principes sur l'avancement de l'armée & des considérations de justice & d'humanité pour l'augmentation de la paye du soldat, a terminé son discours par ces mots :

« C'est avec timidité que je vous ai soumis mes idées. J'aurois sans doute éprouvé moins de crainte si des circonstances malheureuses ne m'avoient pas violemment séparé de celui dont les succès militaires ont mérité, pendant 60 ans, l'estime de ses concitoyens & celle de l'Europe entière. Eclairé par ses conseils, je me serois hâté de vous présenter ses idées; mais ma juste défiance personnelle eût alors fait place à la confiance que je n'ai pas même besoin d'expliquer par mes sentimens : maintenant c'est avec tristesse que je rappelle ici son nom; mais je le prononcerai avec plus de confiance que jamais, si la pureté de ses intentions soupçonnées, me forçoit à combattre l'opinion que je n'ai eu jusqu'à présent qu'à partager sur son compte ».

M. de Montmorency a pris ensuite la parole : « Il y a long-temps , a-t-il dit , que la France pouvoit se glorifier d'avoir l'armée la plus brave ; elle ne peut douter aujourd'hui qu'elle n'ait l'armée la plus patriotique. Que restait-il à faire à ses représentans ? que cette armée soit la plus constamment heureuse & la plus économiquement utile qu'il soit possible. Nous n'avons qu'à lier & subordonner cette armée à la nouvelle constitution , à laquelle toutes les parties de l'organisation sociale doivent correspondre , & poser les bases sur lesquelles doit s'élever & se maintenir la force publique , également militaire & citoyenne. Le premier objet du pouvoir législatif est de considérer l'armée dans ses rapports avec les citoyens , qui doivent toujours être défendus & jamais inquiétés par les troupes ; il faudra considérer ensuite dans ses rapports , avec le pouvoir civil , avec les agens immédiats de ce pouvoir & des milices nationales qui ont pris naissance avec la liberté , & qui vivront pour la défendre. Plusieurs de ces objets doivent être concertés avec le comité de constitution & le comité militaire , avant que l'assemblée puisse y statuer ».

M. de Montmorency , après avoir développé les rapports de l'armée avec chaque citoyen pris individuellement , a dit que le militaire conservoit tous les droits de citoyen qui ne sont pas incompatibles avec son état ; qu'il ne devoit pas être soumis aux volontés arbitraires d'un ministre , ni être forcé à quitter son état , s'il n'avoit pas mérité d'en être exclus par un jugement légal ; je pense , a-t-il ajouté , qu'il appartient au pouvoir législatif de statuer sur le sort du militaire dans tous les grades , sur les règles générales de l'avancement , sur les principes de la discipline , & les loix relatives aux peines militaires ; il a conclu à ce que l'ordre du travail proposé par M. Alexandre de Lameth , fût adopté ; il a proposé encore un amende-

ment à l'article , par lequel le roi est supplié de présenter incessamment à l'assemblée ses vues sur l'organisation de l'armée. Voici cet amendement.

« A compter du premier mai au plus tard , la paye du soldat sera augmentée & payée sur le pied de dix sous par jour. »

M. Dubois de Crancei a défendu avec chaleur la cause du soldat , & il a été très-applaudi : il propoisoit entr'autres dispositions , que tout militaire , après vingt ans de service , jouit de tous les droits de citoyen actif , & qu'il fût éligible , même à l'assemblée nationale , considérant que les services équivalent à la contribution du marc d'argent exigée par la constitution.

Il augmentoit aussi la paye de tous les militaires , à compter du premier avril.

M. de Menou a dit qu'il alloit présenter le projet de décret de M. Alexandre de Lameth , auquel il avoit , de concert avec lui , avec M. de Noailles , & quelques autres membres de l'assemblée , ajouté quelques articles. Le travail de M. de Menou a été très-applaudi. On en a demandé une seconde lecture , & la priorité lui a été accordée.

Le premier article ayant été lu , M. l'abbé Mauri a dit qu'on ne devoit pas y mettre *roi des françois* ; il a cité le traité de Westphalie , par lequel toutes les puissances ont reconnu qu'il prendroit exclusivement le titre de roi , & qu'ainsi , lorsqu'on disoit le roi tout simplement , il étoit clair que c'étoit le *souverain* dont on vouloit parler. Il vouloit aussi retrancher ces mots , *chef de l'armée* , en disant que ce n'étoit faire du Roi qu'un général , & qu'il falloit dire que l'armée est entièrement & uniquement aux ordres du roi.

M. de Lameth a répondu : « Comment le préopinant peut-il oublier à ce point les premiers principes politiques ,

Et ce que nous avons décrété nous-mêmes d'une manière solennelle ? Il appelle le roi le souverain , tandis que la déclaration des droits a reconnu si expressément , que la souveraineté résidoit dans le peuple. Quant à ce qu'il a encore avancé sur ces mots , *chef de l'armée* , il a oublié sans doute que nous avons déjà déclaré le roi chef suprême de l'administration , qu'il le seroit également du pouvoir judiciaire , qu'il le seroit enfin de toutes les parties du pouvoir exécutif. »

M. de Lameth a conclu à l'admission de l'article , en supprimant ces mots , *des français*.

M. de Custine vouloit y mettre , *le roi est le chef des forces de l'armée* ; suivant M. Goupille de Préfeld , il falloit rédiger ainsi : *le roi , par la nature constitutionnelle de la dignité royale , est le chef suprême de l'armée*.

On souscrit , à Paris , chez CUSSEAC , Libraire , au Palais-Royal , N^{os}. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.